

Le refus été 1940

Traumatisés par la défaite et l'occupation du pays, les Français sont longs à émerger du chaos. Face au pays démantelé ils semblent hébétés. À Paris, le poids de l'Occupation se fait lourdement sentir par la vision des oriflammes nazis sur les édifices publics et des panneaux de signalisation allemands. Tout cela semble insupportable à quelques-uns. L'un des premiers à refuser cette situation est Christian Pineau, militant syndicaliste, fonctionnaire à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui compare l'occupant "à un corps étranger que l'organisme doit éliminer s'il veut survivre".

Pour lui comme pour d'autres, l'espoir est symbolisé par la radio anglaise. Sur place, il faut convaincre proches et amis sûrs dans une sorte de porte à porte patriotique. Christian Pineau tente de regrouper autour de lui les syndicalistes dont son collègue Robert Lacoste, l'un des premiers à le rejoindre. Avec son aide, il s'engage sur la voie de la rébellion en rédigeant avec une douzaine de camarades du Comité d'études économiques et syndicales réunis dans son appartement, 52 rue de Verneuil, un Manifeste du Syndicalisme.

Celui-ci tiré à la ronéo dans les locaux de la Caisse d'Assurances sociales "Le travail" paraît le 15 novembre 1940 revêtu de la signature de neuf confédérés et trois syndicalistes chrétiens. Plusieurs points sont déclinés dont l'anticapitalisme, le respect de la démocratie et de la personne humaine. L'antisémitisme y est dénoncé tout comme les persécutions religieuses.

Naissance de Libération-Nord automne 1940

S'opposer aux consignes données ne va pas de soi en zone occupée car cela suppose de courir de gros risques face aux Nazis qui ont entre les mains tous les leviers de commande et les moyens de répression. Cela exige de passer outre à la loi de Vichy, au gouvernement du Maréchal et de rompre avec la culture d'obéissance envers l'État. Ce qui permet à quelques-uns dont Christian Pineau de réagir plus vite ce sont les affinités politiques, professionnelles...

Lui-même se sert de son appartenance syndicale pour tenter de "faire quelque chose". Après la rédaction du Manifeste des Douze diffusé dans les deux zones, Pineau veut aller plus loin et se servir d'une couverture quasi légale pour rédiger un journal clandestin.

Pour lui, il faut exploiter les nombreux sujets de mécontentement dont il est témoin : démontrer que le potentiel industriel de la France est tombé aux mains de l'Occupant qui ne se gêne pas pour effectuer de lourdes ponctions de matières premières chères (cuir, laine, charbon...), insister sur le million et demi d'hommes prisonniers en Allemagne. Il faut aussi ouvrir les yeux sur les premières mesures discriminatoires envers les Juifs, sur la manière dont tous les habitants doivent se plier au bon vouloir des Allemands, en un mot, réanimer le souffle patriotique en veilleuse. Enfin le nazisme, la façon dont le maréchal Pétain s'est rangé du côté des vainqueurs et la collaboration doivent être dénoncés sans équivoque. Sur une petite machine portative cachée dans sa cave, Christian Pineau tape un certain nombre d'articles sur des sujets d'actualité, se sert de renseignements fournis par la radio anglaise, y ajoutant des commentaires personnels ainsi qu'un éditorial.

La feuille clandestine sort le 1er décembre 1940 tapée recto-verso, tirée en 7 exemplaires. Yvonne Tillaut-Houben, employée à la Caisse d'Assurances Sociales de la CGT, se montre une collaboratrice précieuse car elle utilise la ronéo de son lieu de travail. Cela permet d'augmenter assez vite le tirage. Les 61 premiers numéros de Libération-Nord sont entièrement rédigés par Christian Pineau qui signe François Berteval ou Capitaine Brécourt. Tout en étant l'œuvre d'un seul homme, le journal Libération-Nord permet de nouer des contacts autour desquels se crée un mouvement qui prend son nom. Outre les "Douze", les premiers diffuseurs et militants se recrutent parmi les syndicalistes de province puis auprès de personnalités qui jouent un rôle important par la suite, René Parodi ou le philosophe Jean Cavaillès.

Développement du mouvement 1941-printemps 1942

Grâce à Christian Pineau et à Yvonne Tillaut-Houben, le journal paraît régulièrement tous les dimanches ce qui permet d'établir des contacts en zone occupée. Le recopiage fonctionne à plein. Charles Laurent, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires, réussit à trouver une nouvelle ronéo au sein de la Fédération qui permet de tirer le journal à une centaine d'exemplaires en 1941. Par l'intermédiaire d'un ami, Pineau a trouvé une situation au ministère du Ravitaillement où il est chargé de créer un bureau des Statistiques. En tant que chef de bureau, il obtient un *ausweiss* (laissez-passer) pour son travail ce qui facilite ses voyages quasi hebdomadaires en zone non-occupée. Pour Libération-Nord, cela autorise l'établissement de liens avec les mouvements de zone sud. Sont approchés tour à tour Emmanuel d'Astier, chef de Libération-Sud et Jean Cavaillès, co-fondateur du mouvement, qui rejoint Paris où il est nommé professeur à la Sorbonne et devient une recrue de choix. Quant à Henry Frenay, chef de Combat, lui aussi contacté, il ne condamne la politique du Maréchal que début 1942. L'attitude de Libération-Nord se situe à l'opposé. Dans le journal, il est très vite question "d'opérette vichyssoise" (n°17, 23 mars 1941)□; on n'hésite pas à critiquer la politique intérieure du gouvernement de Vichy que Pineau condamne en des termes sévères écrivant "Vichy, c'est l'Allemagne" (n°24, 18 mai 1941, n °33, 20 juillet 1941). La parution régulière du journal clandestin structure le mouvement et en favorise le développement par le recrutement de militants.

La reconnaissance de Londres printemps 1942

Pierre Brossolette, ancien militant de la SFIO, en lien avec le Comité d'Action Socialiste et avec Libération-Nord, chef de la section propagande du réseau la Confrérie Notre Dame du colonel Rémy, transmet des rapports très appréciés à Londres sur la situation en France. Dans sa librairie de la rue de la Pompe, il a reçu Christian Pineau, représentant connu des syndicalistes de la fonction publique, délégué par ses camarades du comité directeur de Libération-Nord. Son intention est de le recommander à Passy pour qu'il rende compte au général de Gaulle des initiatives de la Résistance auprès des syndicalistes et des ouvriers.

De son côté, désireux de rompre l'isolement sur la recommandation de Brossolette, Pineau est l'un des tout premiers chefs de mouvements de résistance de zone occupée à se rendre à Londres en février 1942. André Philip, ancien député socialiste du Rhône, lui a conseillé de demander à de Gaulle la "déclaration" réclamée par les chefs des principaux mouvements de zone sud Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur pour appuyer la mission de Jean Moulin chargé de sceller leur ralliement à de Gaulle. "La déclaration aux mouvements" où sont affirmés les principes républicains et démocratiques de la France libre, est rapportée par Christian Pineau.

Le BCRA lui a donné consigne, pour remplir des missions politiques, de mettre sur pied le réseau Phalanx. Pineau devenu inspecteur au ministère du Ravitaillement du gouvernement de Vichy, prend la tête de la branche de zone sud tandis que Jean Cavaillès se charge de Phalanx - nord, qui devient plus tard Cohors.

De la propagande à l'action armée 1943 – printemps 1944

Le débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie le 8 novembre 1942 entraîne en représailles l'invasion de la zone sud par les Allemands. Ces événements accélèrent, sous l'égide de Jean Moulin, le processus d'union de la Résistance avec les syndicats et partis politiques de toutes obédiences apportant au général de Gaulle, tenu à l'écart par les Alliés, une légitimité indéniable. La mise sur pied par Jean Moulin du Conseil de la Résistance, réuni en séance plénière le 27 mai 1943 à Paris, assure une forte représentation à Libération-Nord avec Charles Laurent puis

Henri Ribière (pour le mouvement), Louis Saillant (CGT) et Gaston Tessier (CFTC).

Le prix humain est de plus en plus lourd. En mars 1943, Christian Pineau a été arrêté à Lyon puis déporté à Buchenwald□; Jean Cavallès, chef de Cohors, est arrêté en août boulevard Saint-Michel à Paris. Jean Gosset qui prend alors le relais, est arrêté à son tour en gare de Rennes le 24 avril 1944 et déporté à Neuengamme fin juillet.

Libération-Nord a désormais deux priorités□:

la lutte contre le Service du travail obligatoire (STO) par la fabrication de faux papiers et l'action armée. L'organisation paramilitaire de Libération-Nord était jusque-là peu développée par rapport aux autres mouvements malgré la présence de nombreux officiers de carrière. De retour de Londres en 1943, Cavallès organise des groupes francs et charge le colonel Zarapoff, aidé de Jean Gosset, de constituer l'Armée secrète (AS) du mouvement. Mais les volontaires manquent la plupart du temps d'instruction militaire et d'armes.

Insurrection et libération nationale

Libération-Nord a gagné en importance et centre son action sur la préparation de la reconquête du territoire par la mise en place de groupes professionnels, dans les préfectures, les services de police, le ravitaillement, la SNCF, l'électricité et par le recrutement aux postes-clés dans les administrations. Le mouvement est aussi représenté au sein des comités locaux de libération à l'exemple de Roger Deniau au Comité parisien de libération dont relèvent la capitale et le département de la Seine.

Libération-Nord joue un rôle important mais inégalement connu dans l'insurrection et la libération de la région parisienne. Le corps franc, Les Cloches des Halles, la Défense passive, Police et Patrie, le groupe du 5e arrondissement, n'en sont pas les seuls acteurs. Des membres du mouvement occupent le ministère de la Guerre. Des Femmes et des hommes de Libération participent aux actions de la Libération comme les autres mouvements.

En banlieue, l'organisation militaire de Libé-Nord est souvent plus structurée qu'à Paris et apporte son concours aux soldats de la 2e DB de Leclerc et de la 4e division américaine.

Fin août 1944, les journaux de la Résistance paraissent au grand jour et Libération après 190 numéros clandestins, s'installe avec Le Soir et le Front national pour la lutte et l'indépendance de la France dans l'immeuble du quotidien collaborateur Paris-Soir rue du Louvre. Il devient successivement Libération-Nord-Soir puis Libération Soir fin 1944 et disparaît en 1946.